



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Appel d'offres Ouvert

**FOURNITURES DE CONSOMMABLES, PIECES DETACHEES
ET ENSEMBLES MECANQUES AUTOMOBILES,
ADAPTABLES EN QUALITE D'ORIGINE OU D'ORIGINE
POUR LES VEHICULES LEGERS, LES VEHICULES UTILITAIRES,
LES POIDS LOURDS ET LES ENGINS DE NETTOIEMENT
DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PLAINE COMMUNE**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date et heure limites de réception des offres

19 mars 2025 à 12h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	4
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	5
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	5
1.6 – DEMARCHE DE PROMOTION DE L'EGALITE FEMMES-HOMMES	6
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
2.1 - DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION	6
2.2 - VARIANTES	6
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
2.4 - MODE DE REGLEMENT DU MARCHE ET MODALITES DE FINANCEMENT	7
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION	7
3.1 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
3.2 - MODIFICATIONS APORTEES EN COURS DE CONSULTATION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CANDIDATURE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
4.2 - DOCUMENTS A PRODUIRE POUR L'OFFRE	10
4.3 - MODALITES DE PRESENTATION DES DOCUMENTS	11
4.4 -VARIANTES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	11
5.1 – SELECTION DES CANDIDATURES	11
5.2 – JUGEMENT DES OFFRES	11
5.3 - REGULARISATION DES OFFRES	12
5.4 - OFFRES ANORMALEMENT BASSES	12
5.5 - SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	12
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	13
6.1 – FIN DE LA TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.3 – COPIE DE SAUVEGARDE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	15
7.2 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS	15

Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE

ANNEXE 1 MODALITES DE REPOSE AVEC SIGNATURE ELECTRONIQUE
(FACULTATIF)

16

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

Fournitures de consommables, pièces détachées et ensembles mécaniques automobiles, adaptables en qualité d'origine ou d'origine, pour les véhicules légers, véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage de l'Établissement public territorial Plaine Commune

La fourniture de consommables, pièces détachées et ensembles mécaniques automobiles comprend également **la fourniture de produits liquides : huiles hydrauliques, huiles moteur, liquides de refroidissement et lave-glace.**

1.2 - Etendue de la consultation

Le marché public est passé selon une procédure d'appel d'offres conformément aux articles L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2 al 1 et R.2161-2 à R.2161-5 et du Code de la Commande Publique.

Les prestations des dix(10) feront l'objet de marchés conclus sous la forme d'accords-cadres mono-attributaires à bons de commande, conclus avec montants minimum et montants maximum totale de 4 ans, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 10 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Fourniture de consommables, de pièces détachées et d'ensembles mécanique automobiles de toutes marques, adaptables en qualité d'origine pour les véhicules légers et utilitaires
2	Fourniture de consommables, de pièces détachées et d'ensembles mécaniques de toutes marques, adaptables en qualité d'origine pour les poids lourds et la fourniture de consommables, de pièces détachées et d'ensembles mécaniques de toutes marques, adaptables en qualité d'origine pour les engins de nettoyage
3	Fourniture de flexibles hydrauliques pour les véhicules légers, véhicules utilitaires, poids lourds et engins de nettoyage
4	Fourniture de fluides pour la maintenance de la flotte de véhicules et engins (huiles, liquides, graisses, produits d'entretien ateliers mécaniques)
5	Fourniture de consommables, pièces détachées et ensembles mécaniques d'origine pour les matériels, équipements et engins de nettoiemnts de marque BUCHER MUNICIPAL
6	Fourniture de consommables, pièces détachées et ensembles mécaniques d'origine pour les matériels, équipements et engins de nettoiemnts de marque MATHIEU
7	Fourniture de consommables, pièces détachées et ensembles mécaniques d'origine pour les matériels, scooters, triporteurs, véhicules compactes et engins de nettoiemnts de marque PIAGGIO
8	Fourniture de consommables, pièces détachées et ensembles mécaniques d'origine pour les matériels, scooters, triporteurs, véhicules compactes et engins de nettoiemnts de marque

**Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE**

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
	GOUPIL
9	Fourniture de consommables, pièces détachées et ensembles mécaniques d'origine pour les matériels, équipements et engins de nettoiemnts de marque GLUTTON
10	Fourniture de solution aqueuse d'urée (ADBlue) avec et sans additifs

Le candidat peut présenter une offre pour un lot, ou pour plusieurs lots, ou pour l'ensemble des lots.
Les candidats répondant à plusieurs lots présenteront une offre par lot.
L'attribution de chaque lot se fera par accord-cadre séparés.

1.4 – Montants de l'accord-cadre

Pour chacun des lots, l'accord-cadre est conclu avec les montants minimums et maximums suivants sur la durée totale du marché :

<i>Lot</i>	<i>Montant minimum</i>	<i>Montant maximum</i>
Lot n°1	200 000€ HT	1 200 000€ HT
Lot n°2	18 000€ HT	108 000€ HT
Lot n°3	126 000€ HT	756 000€ HT
Lot n°4	90 000€ HT	540 000€ HT
Lot n°5	138 000€ HT	1 188 000€ HT
Lot n°6	36 000€ HT	216 000€ HT
Lot n°7	54 000€ HT	324 000€ HT
Lot n°8	18 000€ HT	108 000€ HT
Lot n°9	18 000€ HT	108 000€ HT
Lot n°10	15 000€ HT	90 000€ HT

1.5 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme demandée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire.

Les candidats peuvent présenter une offre en qualité de candidats individuels et/ou en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché, ni se présenter à la fois en candidat individuel et en tant que mandataire d'un groupement.

1.6 - Nomenclature communautaire

La classification principale et complémentaire conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est pour l'ensemble des lots:

**Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE**

Classification
- Pièces détachées et accessoires pour véhicules et moteurs de véhicules (34300000-0)
- Pièces pour autres véhicules (34224200-5)

1.7 – Démarche de promotion de l'égalité femmes-hommes

Afin de promouvoir l'égalité professionnelle Femmes-Hommes et de lutter contre les discriminations, Plaine Commune souhaite associer ses partenaires privilégiés que sont les soumissionnaires qui répondent à ses consultations.

Ainsi, ces derniers sont invités à inclure dans leur offre une ou des proposition(s) d'action afin de garantir l'égalité Femmes-Hommes lors de l'exécution du marché.

Les modalités de mise en œuvre de l'action peuvent être notamment les suivantes :

- Agir pour accroître la part des femmes affectées à l'exécution du marché
- Agir pour accroître la part des femmes au sein du personnel encadrant
- Agir pour accroître l'accès des femmes à des postes d'encadrement
- Agir pour permettre aux femmes de s'inscrire dans des parcours qualifiants/diplômants
- Prévenir et lutter contre les stéréotypes, les préjugés et les comportements sexistes au travail

Ces propositions seront définies par les candidats et, le cas échéant, transmises dans l'offre sous la forme d'une note explicative engageant l'entreprise à respecter l'action proposée (cadre de réponse ci-joint à compléter).

Cette note ne présente pas de caractère obligatoire, et les candidats ne pourront pas être éliminés sur le seul motif qu'ils ne l'ont pas produits. Pour autant, en cas d'égalité entre plusieurs candidats, les propositions permettront de les départager conformément aux modalités de l'article 5.2 du présent document.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

2.1.1 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans ferme à compter de sa notification au titulaire.

2.1.2 – Délais d'exécution

Le délai d'exécution des commandes ainsi que tout autre élément indispensable à leur exécution sont fixés dans les conditions définies au CCP et au sein de chaque bon de commande.

2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé et payé dans son intégralité, conformément aux règles de la comptabilité publique, par l'EPT Plaine Commune.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 3 : Dossier de consultation

3.1 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.) ,
- L'acte d'engagement (A.E.) propre à chaque lot,
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) commun à l'ensemble des lots,
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) propre à chaque lot,
- Le cadre de réponse de promotion égalité Femmes-Hommes.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.maximilien.fr.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Les informations et documents de la réponse seront envoyés par voie électronique.

Conformément à l'article R 2143-4 du Code de la Commande Publique, les candidats pourront avoir recours au document unique de marché européen (DUME).

Le DUME est une déclaration officielle visant à affirmer que le candidat ne se trouve pas dans l'une des situations qui pourraient entraîner son exclusion et qu'il dispose des aptitudes ainsi que des capacités nécessaires pour exécuter les prestations commandées.

Ce document peut se substituer aux formulaires DC1, DC2 et DC4.

Une version exclusivement électronique du DUME pourra être fournie, sous la forme d'un formulaire web, et sera alors dénommé DUME.

Les documents peuvent être signés au stade de la candidature, cela n'est toutefois pas obligatoire.

Ainsi, seul le candidat dont l'offre sera retenue sera tenu de signer son offre au moment de l'attribution, si cela n'a pas été fait au préalable.

L'article R 2343-14 du Code de la Commande publique autorise les candidats à déposer leurs documents administratifs dans un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, sous réserve qu'ils indiquent dans l'acte d'engagement toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de l'espace de stockage. Toutefois, un tel espace est disponible sur la plateforme Maximilien.

L'accès à cet espace devra être gratuit et accessible jusqu'à l'attribution du marché. Les documents déposés sur cet espace devront pouvoir être téléchargés par Plaine Commune et devront être en cours de validité à la remise de l'offre.

**Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE**

4.1- Documents à produire pour la candidature

Chaque candidat devra fournir un dossier de candidature complet et signé, comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

Les candidats peuvent utiliser, à l'appui de leur candidature, les formulaires suivants :

- Le formulaire DC1 faisant office de lettre de candidature.
- Le formulaire DC2 faisant office de déclaration du candidat.

Ces formulaires sont gratuitement accessibles à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Liste des documents	DUME	Hors DUME
Capacités juridiques		
Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) à fournir, le cas échéant, par chaque membre du groupement et par chaque sous-traitant	X	
Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC 1 ou forme libre)		X
La déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2 ou forme libre)		X
Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier en application de l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique (DC1 ou forme libre): a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-7 à L2141-10 du Code de la Commande Publique b) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés		X
La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	X	X
Le numéro de SIREN du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la Commande Publique ou, si le candidat est étranger, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion	X	X
L'état annuel des certificats reçus, signé par la direction générale des finances publiques ou la copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il a effectué les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est		X

**Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE**

fixée par voie réglementaire, dans les condition de l'article L.2141-2 du code susvisé		
Le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, notamment : La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail. Pour l'employeur établit hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du Code de Travail	X	X
Capacité financière		
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles		X
Une attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels en cours de validité	X	X
Un relevé d'identité bancaire	X	X
Capacités techniques et professionnelles		
Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;	X	X
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pendant les trois dernières années	X	X

En l'absence de référence, le candidat pourra par tout moyen à sa convenance justifier de sa capacité pour réaliser les prestations.

Les entreprises nouvellement créées peuvent justifier de leur capacité financière par tout autre moyen, notamment une attestation bancaire ou la preuve d'une assurance contre les risques professionnels.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ou tout autre moyen approprié pour justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

4.2 - Documents à produire pour l'offre

Pour chacun des lots :

Un projet de marché comprenant :

- **Une carte de visite** indiquant les coordonnées (numéro de téléphone et adresse e-mail) de la personne ou du service auprès duquel les correspondances relatives à l'analyse ou l'attribution du marché pourront être adressées ;
- **L'acte d'engagement** (A.E.) par lot: à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat.
- **Le bordereau des prix unitaires propre à chaque lot** : complété en intégralité et remis en version **EXCEL** ;
- **Un mémoire méthodologique** dans lequel le candidat précisera :
 - La capacité de stockage du candidat,
 - La qualité (caractéristiques techniques au travers des fiches techniques des fournitures), la provenance, des pièces techniques
 - Les modalités de passation et de traitement des commandes
 - L'organisation et modalité de traitement par le service après-vente
 - Les moyens humains (composition de l'équipe dédiée à l'exécution du présent marché),
 - les moyens matériels (moyens de livraison et d'approvisionnements (véhicules, transpalettes,...), matériel dédié à l'activité de stockage)) et l'organisation (procédures, modalités de facturation...) pour assurer l'exécution du marché et les délais d'exécution spécifiés au CCP ;
- **Une note sur les dispositions que le candidat s'engage à prendre en matière de protection de l'environnement pour le présent marché (par exemple, dans la préparation des commandes, l'organisation des livraisons, les actions pour réduire le bilan carbone, les modalités de recyclage des déchets...)**
- **Le catalogue des fournitures proposées par le titulaire ou son (ses) fournisseur(s) ou liste de tarifs publics (si le catalogue ne comporte pas de prix publics).** Si le candidat ou son/ses fournisseurs dispose d'un catalogue en ligne, il devra impérativement communiquer l'adresse internet exacte permettant d'accéder au catalogue, ainsi que, le cas échéant, les identifiants et codes d'accès nécessaires ;
- **Le cas échéant**, le cadre de réponse de promotion égalité Femmes-Hommes (joint au dossier de consultation) expliquant la démarche envisagée en matière de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité femmes – hommes dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il s'agit d'une note facultative ;
- tout(s) document(s) jugé(s) nécessaire(s) à la compréhension de l'offre.

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

**Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE**

4.3 - Modalités de présentation des documents

Le dossier sera transmis par voie électronique au moyen d'un pli contenant une seule enveloppe avec deux fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Il est rappelé que les candidats ont la possibilité de déposer une copie de sauvegarde sur un support physique électronique ou papier. Cet envoi devra comporter la mention « **copie de sauvegarde** » (cf. article 7.3 ci-dessous).

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à 7 et R.2152-1 à 10 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

5.1 – Sélection des candidatures

Les critères relatifs à la candidature sont :

**Garanties et capacité administratives, technique et financière
Références de prestations similaires**

Conformément aux dispositions des articles L.2142-1 et R.2144-1 à 7 du code de la commande publique, tout candidat se trouvant dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne présentant pas des capacités suffisantes pour assurer l'exécution du marché, ou ne pouvant produire dans le délai imparti les documents ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, pourra voir sa candidature déclarée irrecevable et être éliminé.

5.2 – Jugement des offres

Pour tous les lots, les critères intervenant pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères et sous-critères</i>	<i>Pondération</i>
Critère 1 : Valeur financière	50 %
Critère 2 : Valeur technique de l'offre	40 %
Sous-critère 2.1 : Modalités d'exécution des commandes Ce critère sera apprécié au regard de l'organisation mise en œuvre pour réceptionner, traiter les commandes, la capacité de stockage du candidat ainsi que la qualité du service après-vente proposé	15%
Sous-critère 2.2 : Les moyens humains et logistiques mis en œuvre pour assurer les livraisons Ce critère sera apprécié au regard des moyens humains affectés à l'exécution des commandes, des moyens de livraison et d'approvisionnement mis en œuvre pour respecter les délais de livraison des commandes	10 %
Sous-critère 2.2 : Etendue et qualité des fournitures proposées apprécié à partir des fiches techniques des produits,	15%
Critère 3 : Qualité environnementale de l'offre Ce critère sera apprécié entre autres au regard des mesures de gestion	10%

**Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE**

environnementale envisagées lors de l'exécution du marché au regard de la carburation des véhicules utilisés pour le transport, de l'optimisation du transport des marchandises, des emballages, la réduction ou valorisation des déchets	
---	--

Dans le cas où plusieurs candidats obtiendraient la même note globale, il sera procédé à la méthode suivante pour les départager :

- L'offre ayant obtenu la meilleure note au critère de sélection dont la pondération est la plus élevée sera attributaire du marché
- en cas d'égalité sur ce critère, sera retenue l'offre qui aura obtenu la meilleure note sur le critère de poids immédiatement inférieur, et ainsi de suite jusqu'à épuisement des critères définis dans cette consultation.

En cas de nouvelle égalité malgré l'utilisation de cette méthode, les candidats seront départagés en fonction des propositions des candidats en matière de promotion de l'égalité femmes – hommes dans le cadre de l'exécution du présent marché.

5.3 - Régularisation des offres

Après ouverture des plis, les offres incomplètes peuvent faire l'objet d'une demande de régularisation, à l'exception des cas suivants :

- Absence d'acte d'engagement,
- Absence du mémoire méthodologique
- Absence de BPU

Si les documents demandés ne sont pas transmis, ou après l'expiration du délai accordé pour le faire, les offres seront considérées comme écartées de l'analyse.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

5.4 - Offres anormalement basses

Préalablement à l'analyse, si une offre est suspectée d'être anormalement basse, des demandes de précisions seront faites notamment sur les sous-détails des prix.

Si les justifications apportées ne sont pas de nature à justifier le montant présumé anormalement bas de l'offre, cette dernière sera éliminée de l'analyse.

5.5 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations mentionnés à l'article 5.6 ci-dessous. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci.

5.6 – Production des pièces par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

Il sera demandé au candidat retenu de fournir :

Les documents listés à l'article 4.1. du présent document qui n'aurait pas été remis dans l'offre initiale, sauf en cas de mise à disposition des dits documents dans un espace de stockage numérique dont les coordonnées ont été indiquées dans les pièces de l'offre ;

**Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE**

Le contrat (Acte d'engagement) revêtu d'une signature manuscrite renvoyée par courrier ou déposée à l'acheteur.

Le candidat établi à l'étranger produit un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Ces pièces sont à remettre tous les six (6) mois pendant toute la durée d'exécution du marché.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

Conformément à l'article R.2332-11 du Code de la Commande Publique, le pli doit être remis par transmission électronique dans les conditions stipulées au présent règlement de la consultation.

6.1 – Fin de la transmission sous support papier

Depuis le 1^{er} octobre 2018, la transmission électronique est le seul mode de réponse autorisé pour toutes consultations mises en ligne sur la plateforme Maximilien.

ATTENTION : Dans le cas où plusieurs plis sont transmis par un même candidat pour une même consultation (dans le cas d'une consultation allotie, pour le même lot), seul le dernier pli déposé sera pris en considération par le pouvoir adjudicateur, la date et l'heure de dépôt faisant foi. Les plis remis antérieurement seront écartés d'office.

Le candidat doit transmettre avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document, par voie électronique, son pli à l'adresse suivante : <https://avis.maximilien.fr>.

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Le pli est présenté dans une seule enveloppe avec deux fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Il sera possible de déposer sur la plateforme Maximilien, des fichiers n'excédant pas la taille de 1Go.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Une hotline est à votre disposition au numéro suivant : 01 76 64 74 08

Le candidat est informé que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite de l'Acte d'engagement.

Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial pLAINE COMMUNE

6.2 – Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Cette copie de sauvegarde peut se substituer à l'offre transmise par voie électronique dans les hypothèses suivantes :

- Lorsque l'offre transmise par voie électronique est réceptionnée à la date limite de remise des plis de manière incomplète la copie de sauvegarde est alors ouverte dès lors qu'elle est parvenue dans le délai requis.
- Lorsque l'offre transmise par voie électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur.
- Lorsque l'offre transmise par voie électronique est altérée (virus détecté par exemple), la copie de sauvegarde est alors ouverte dès lors qu'elle est parvenue dans le délai requis. La trace de la malveillance du programme étant conservée par le pouvoir adjudicateur.
- Lorsque l'offre transmise par voie électronique a été envoyée hors délais **à la condition que le pouvoir adjudicateur dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis, ou n'est pas accessible pour des raisons techniques voire de logiciel malveillant**, la copie de sauvegarde est alors ouverte dès lors qu'elle est parvenue dans le délai requis.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert au terme de la consultation, il est alors détruit par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

FOURNITURES DE CONSOMMABLES, PIECES DETACHEES
ET ENSEMBLES MECANQUES AUTOMOBILES ,
ADAPTABLES EN QUALITE D'ORIGINE OU D'ORIGINE
POUR LES VEHICULES LEGERS, LES VEHICULES UTILITAIRES, LES POIDS LOURDS
ET LES ENGINS DE NETTOIEMENT
DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PLAINE COMMUNE- Lot N°...
NOM + N° et adresse électronique du contact au sein de l'entreprise

« Copie de sauvegarde »

NE PAS OUVRIR

à l'adresse suivante :

Plaine Commune

Fournitures de consommables, pièces détachées
et ensembles mécaniques automobiles,
ADAPTABLES en qualité d'origine ou D'ORIGINE
pour les véhicules légers, les véhicules utilitaires, les poids lourds et les engins de nettoyage
DE l'établissement public territorial PLAINE COMMUNE

Direction de la Commande Publique et des affaires juridiques

21, avenue Jules Rimet

1^{er} étage - bureau 1052

93218 Saint-Denis cedex

Horaires de dépôt : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00

La copie qui serait remise ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Les candidats sont autorisés à solliciter auprès de l'Établissement Public Territorial Plaine Commune tous les renseignements ou documents complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires à l'élaboration de leur offre. À cet effet, les candidats devront faire parvenir, au plus tard six (8) jours calendaires avant la date limite de remise des offres, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation, à l'adresse URL suivante : www.maximilien.fr.

Une réponse sera alors adressée, par écrit, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier de consultation, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres, dans la mesure où le pouvoir adjudicateur disposera des éléments nécessaires.

Dans un double souci de transparence et d'égalité entre les concurrents, les réponses de l'établissement public territorial Plaine-Commune seront portées à la connaissance de tous les candidats ayant été destinataires du présent règlement de consultation.

Aucune suite ne sera donnée aux demandes de renseignements des candidats formulées par téléphone ou adressées au pouvoir adjudicateur au-delà de la date limite fixée au premier alinéa du présent article.

7.2 - Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine PUIG
93100 MONTREUIL

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Tribunal Administratif de Montreuil
7 rue Catherine PUIG
93100 MONTREUIL

ANNEXE 1 Modalités de réponse avec signature électronique (facultatif)

L'offre signée par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché sera re-matérialisée au moment de l'attribution, la signature de l'acheteur étant manuscrite.

Nature du certificat de signature électronique Si vous souhaitez signer électroniquement le contrat (facultatif), vous devez être titulaire d'un certificat électronique:

- La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES.
- Sont autorisés tous les certificats RGS** conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité. Il est donc possible d'utiliser :
 - les certificats figurant dans la liste des certificats approuvés en France et accessible depuis Maximilien :

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

- tout autre certificat non référencé émis par d'autres autorités de certification, françaises ou étrangères, délivrées dans des conditions "équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité défini par le décret du 2 février 2010". Dans ce cas, le candidat doit fournir :
 - les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'autorité de certification racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation
 - tout élément d'analyse permettant d'établir que le certificat utilisé est émis "selon des normes équivalentes à celles du Référentiel général de sécurité", avec traduction des documents en langue française

Outil de signature des documents si vous souhaitez signer électroniquement.

Pour signer électroniquement les pièces de la candidature ainsi que les pièces contractuelles de l'offre : le candidat peut utiliser l'outil de signature de la plateforme ou un outil de signature alternatif. Dans ce cas, le candidat doit fournir le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'utilisation en langue française, et les prérequis d'installation (type d'exécutable, OS supportés, etc.).

Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres.